Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 647

Artikel: La relance par les économies
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1013159

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

OUTRE-ATLANTIQUE

Business nucléaire

«Pourriez-vous payer une amende de 100 000 dollars? Que signifierait, pour votre affaire, la suspension de votre licence délivrée par la Commission de réglementation du nucléaire (NCR)? et quelles seront les conséquences, pour votre image de marque, de quelques articles à votre sujet, dans les journaux?»
C'est sur ces mots que commence un bulletin d'information destinés aux malheureuses victimes de la NCR américaine. Il n'y a pas de limites à l'esprit d'entreprise outre-Atlantique: un dénommé Dudley Thompson propose ainsi, contre la modique somme de 150 dollars par an, d'assurer protection à tous ceux que visent les réglementations émanant de la NCR («Comment comprendre l'exécution des mesures de la NCR et minimiser vos risques de tomber sous le coup de l'une d'entre elles»). Et de proposer d'envoyer mensuellement à ses abonnés:
— une critique détaillée des sanctions civiles et de toutes autres actions entreprises en rapport avec la NCR;
— un résumé des activités du personnel de l'actuelle commission dans chaque région;
— des articles de fond;
— une évaluation des tendances probables des mesures prises par la NCR.
Avec cette conclusion encourageante: «Le nombre des exigences de la NCR est tel qu'il est quasi certain qu'un jour ou l'autre vous violerez l'une d'entre elles, même si vous êtes très consciencieux.»
Dudley Thompson sait de quoi il parle: il vient, assure l'agence Wise, de quitter la NCR, au sein de laquell il occupait d'importantes responsabilités qui l'avaient mené à mettre au point la politique de la commission pour les années à venir. Ou: comment faire joujou sans danger avec l'atome.

ÉNERGIE

La relance par les économies

«Si on construit en plus dans la prochaine décennie une centrale à charbon/gaz de 300 MW (production d'hiver 1200 GWh), la Suisse deviendrait un des plus importants exportateurs d'électricité en Europe, même en cas de croissance économique soutenue. Les travaux concernant la «preuve du besoin» ont mis en évidence qu'il ne faut pas s'attendre à une faille dans l'approvisionnement électrique dans la prochaine décennie. Cette preuve du besoin est l'exemple type de la prophétie qui se réalise d'elle-même: si on bâtit de nouvelles centrales nucléaires, on trouvera sûrement moyen de consommer à tout prix le courant produit ou de l'exporter. De toute façon, ce sera le consommateur qui paiera. Si on ne bâtit pas de nouvelles centrales nucléaires, parce qu'aucune faille dans l'approvisionnement n'est prévue, il est certain que les producteurs d'électricité forceront sur le couplage chaleur/force et freineront les autorisations de raccordement pour le chauffage électrique. Par là, ils se mettront en situation d'éviter, pour des années, les goulots d'étranglement dans l'approvisionnement, et cela sans qu'il soit nécessaire de bâtir une seule grande centrale. Le black-out n'aura pas lieu si les producteurs d'électricité ne le désirent pas.»
La brochure que viennent de publier (en français, après l'édition allemande) les organisations suisses pour la protection de l'environnement[1] a le mérite de rappeler quelques faits dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne font pas l'ordinaire de la propagande des sociétés productrices d'électricité, rangées sans exception sous la bannière de l'expansion nucléaire. Mais le principal intérêt de ce travail est ailleurs à notre avis: il était urgent d'entrer en matière sur quelques idées reçues au chapitre de la consommation énergétique. C'est fait en quelques pages soigneusement documentées à propos d'une question sous-jacente à toute la controverse actuelle sur la construction de nouvelles centrales nucléaires, ici ou ailleurs: une stagnation de la consommation énergétique conduirait-elle ou ne conduirait-elle pas à un fléchissement du niveau de vie, à la récession et son corollaire, le chômage?
Depuis plusieurs années, les organisations pour la protection de l'environnement, les mouvements écologiques, soutiennent qu'il est possible de maintenir la croissance économique (si croissance il y a) en abaissant la consommation énergétique, même à court terme, et en satisfaisant la demande éventuelle grâce aux énergies renouvelables.

IDÉES REÇUES ET RÉALITÉ

Cette thèse, rejetée comme farfelue parce que ne correspondant pas aux idées reçues sur le sujet, vient de recevoir des appuis sérieux de la part de scientifiques peu suspects d'entretenir des sympathies pour les adeptes du «retour à la lampe à huile». Voyez les rédacteurs du dernier rapport portant la griffe de la très sérieuse Harvard Business School (référence exacte plus bas) qui écrivent: «Notre objectif minimum pour les années quatre-vingt devrait être de ne pas augmenter notre consommation d'énergie...» Et d'ajouter: «Cela ne conduirait pas nécessairement à une croissance énergétique zéro, avec toutes ses conséquences négatives, mais à une croissance énergétique zéro prise consciemment comme mesure politique, pour augmenter la croissance économique (sic!), c'est-à-dire à des économies productives. La théorie économique traditionnelle, qui part de données surannées, rejette ce point de vue qu'elle considère comme fantaisiste. Nous estimons toutefois que des analyses aussi conventionnelles sont étonnamment loin de la réalité.»
Qu'ajouter à un tel constat? Qu'il devrait encoura-

ger tout ce qui compte en Suisse comme spécialistes de la gestion des fonds publics à mettre sur le métier des programmes liant la lutte contre le chômage et l'économie d'énergie (amorce dans les dernières mesures de «relance» proposées par l'Union syndicale suisse)! Qu'il devrait faciliter l'abandon de stratégies de croissance économique misant sur le recours intensif au nucléaire, lequel impose de prendre date une décennie à l'avance (délai moyen de mise en activité d'une centrale) soit-disant pour répondre à la croissance économique, souhaitable mais n'en demeurant pas moins de toute façon hypothétique, voire impossible à prévoir (les chiffres publiés sont régulièrement démentis)!

Cette leçon semble avoir été comprise en RFA. Les auteurs de l'étude sur l'énergie élaborée par l'Institut d'écologie de l'Université de Fribourg en Brisgau pour l'Allemagne fédérale[2] parviennent à la conclusion que même en maintenant une croissance économique soutenue, l'approvisionnement énergétique suffisant est envisageable, tout en se passant du nucléaire et dans une certaine mesure de pétrole. A la clef, une offensive rondement menée pour économiser sérieusement l'énergie. Précision des chercheurs de Fribourg: ils n'ont pas mis au point «un projet de politique des énergies douces pour la République fédérale», bien que leur travail en contienne des éléments; non, leur scénario est plutôt un modèle «bouche-trou» pour «la machine économique existante», visant à la doter de la meilleure technologie pour une utilisation efficace de l'énergie...

LE MODÈLE ALLEMAND

Et on ne dira pas que ces scientifiques n'ont pas vu grand! Notez plutôt leur optimisme (nous nous rapportons, pour les détails qui suivent, à la brochure citée en note)... Le scénario prévoit pour 2030 qu'on disposera par tête d'habitant, par rapport à 1973, de 1,7 fois plus de surface habitable, qu'on utilisera 1,3 fois plus d'automobiles, 4 fois plus d'avions, que l'on prendra 1,8 fois plus de douches et de bains, et que chaque ménage possèdera tous les appareils électro-ménagers imaginables. La valeur de la production industrielle par tête d'habitant sera 2,3 fois celle de 1973, le produit social brut sera 3,2 fois plus élevé et tout travailleur du secteur tertiaire disposera en moyenne de 1,5 fois plus de surface utile à son poste de travail («Si nous étions capables de mieux répartir ce bien-être, chacun pourrait vivre à peu près avec le confort que s'offrent actuellement les classes de revenu supérieur» ajoutent les auteurs).

Selon leurs calculs, il sera malgré tout possible de faire face aux besoins en l'an 2030, avec seulement 60% de l'énergie finale consommée en 1973, et la consommation d'électricité pourrait être réduite à 84%. Pour satisfaire cette demande réduite, on n'aurait plus besoin de pétrole et d'énergie nucléaire. Un peu plus de la moitié de la demande devrait être couverte par le charbon, le reste par des énergies renouvelables telles que la biomasse, le soleil, le vent et l'eau. La consommation du charbon serait du même ordre de grandeur que dans les années soixante, voire septante. Quant à l'énergie nucléaire, les chercheurs affirment que l'on peut s'en passer à court terme déjà. De façon convaincante, ils décrivent les avantages de leur système: «Pour disposer de réfrigérateurs plus efficaces, on n'a pas besoin d'usines de retraitement; une voiture qui consomme peu d'essence ne doit pas être enfouie dans une mine de sel; et si un jour une fenêtre à triple vitrage vient à casser, l'on ne doit pas pour autant évacuer toute une ville.»

[1] «Kaiseraugst... indispensable? De la difficulté d'électricité de construire une preuve du besoin vraisemblable.» Adresse utile: AVA, case postale 89, 8910 Affoltern. Publié conjointement par la Fondation suisse pour l'énergie, la Société suisse pour la protection du milieu vital, la Société suisse pour l'énergie solaire, le WWF et la Schweizerische Vereinigung für Volksgesundheit.

[2] Krause, Bossel, Müller-Reissmann «Energie-Wende-Wachstum und Wohlstand ohne Erdöl und Uran», S. Fischer Verlag, Frankfurt.

Sur la lancée de Harvard

Les spécialistes de la Harvard Business School seront-ils entendus aujourd'hui aux Etats-Unis, comme ils l'ont été, en matière économique, régulièrement depuis des décennies (malgré certaines éclipses retentissantes dues aux modes universitaires)? Si oui, l'industrie mondiale de l'énergie est à l'aube de reconversions déchirantes. La «découverte» des chercheurs de Harvard, longuement affinée et développée au long d'un rapport circonstancié de près de cinq cents pages[1]: il est meilleur marché, du point de vue de l'économie publique, de mieux utiliser l'énergie que d'en produire davantage... Voilà ce qui s'appelle enfoncer gaiement des portes ouvertes, dira-t-on peut-être. En fait, c'est toute une religion de la croissance liée à la croissance de la consommation d'énergie qui est prise à contre-pied.

Sans perdre de vue que la consommation énergétique américaine est le double de celle des Européens (mode de vie, d'habitat, de transports), il est tout de même impressionnant de lire par exemple: «Si les Etats-Unis s'astreignaient sérieusement à des mesures d'économie, la consommation énergétique actuelle pourrait être abaissée sans autre de 30 à 40% sans porter atteinte au standard de vie qui demeurerait aussi élevé ou pourrait même être amélioré encore.»

Sur la lancée de Harvard, toute une série d'études concrètes ont été menées qui tentent d'évaluer les conséquences d'une politique de l'énergie axée sur une utilisation plus rationnelle de l'énergie disponible et l'exploitation des énergies renouvelables. La

[1] En allemand: Stobaugh/Yergin, «Energie-Report der Harvard Business School», Bertelsmann Munich 1980, 490 pages.

SUITE ET FIN AU VERSO